Le Caire après la révolution : blocages de la ville et déblocage de l'urbanisme

Roman Stadnicki

▶ **To cite this version:**

Roman Stadnicki. Le Caire après la révolution : blocages de la ville et déblocage de l'urbanisme. 2012. halshs-01235580

HAL Id: halshs-01235580
https://shs.hal.science/halshs-01235580

Submitted on 2 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le Caire après la révolution : blocages de la ville et déblocage de l'urbanisme

Roman Stadnicki, docteur en géographie, est responsable du Pôle « Ville et Développement durable » au CEDEJ (MAEE/CNRS), Le Caire. Il est le coorganisateur du colloque international « Révoltes et transitions dans le monde arabe : vers un nouvel agenda urbain ? » (Le Caire, 7-9 novembre 2012)

Mots-clés : Le Caire, Tahrîr, révolution, urbanisme, militarisation, fragmentation

Près de deux ans après la révolution du 25 janvier, Le Caire, principal théâtre des protestations, vit un moment paradoxal qui peut être compris comme une répercussion à l'échelle urbaine des changements politiques et sociaux en cours en Égypte. Alors que l'agglomération a connu, en 2011 et 2012, une série de blocages matériels et institutionnels contrariant sa gestion et sa pratique au quotidien, elle fait aujourd'hui l'objet d'un regain d'attention de la part d'un certain nombre d'acteurs, principalement issus de la « société civile », et qui aspirent à « révolutionner » l'urbanisme.

L'enthousiasme populaire général provoqué par la chute du régime de Moubarak a rapidement fait place à un sentiment collectif de désillusion et de harassement, né des heurts du transfert du pouvoir de l'armée à un régime civil, effectif en juin 2012 seulement**,** après l'élection de Mohamed Morsi à la présidence de la république. La ville du Caire porte de nombreux stigmates de cette période de transition, encore très prégnants six mois après l'élection présidentielle.

Dans un premier temps, l'armée a investi les espaces centraux du Caire au point d'instaurer une véritable politique de contrôle et de fermeture de la ville. Afin d'éviter les rassemblements qu'il a commencé par soutenir le 25 janvier avant de réprimer sévèrement en novembre 2011 lors de « la bataille de la rue Mohamed Mahmoud » (Barthe, 2011), le Conseil Supérieur des Forces Armées a cherché à bloquer l'accès à la place Tahrîr. Il a ordonné la construction de murs de pierre **(photos 1 & 2)**, renforcés de fils barbelés**,** voire de boucliers humains, sur la plupart des axes qui mènent à ce lieu symbolique de la révolution, ainsi qu'au ministère de l'Intérieur situé juste à côté. Cette militarisation du centre du Caire, conférant à la capitale égyptienne un statut de ville en guerre, a entraîné deux conséquences majeures sur les pratiques et les représentations de l'espace.

D'abord, pendant plus de six mois, les murs du centre-ville (dont le nombre a varié entre quatre et six entre novembre 2011 et mai 2012), ont contraint piétons et automobilistes à modifier leurs trajectoires. Ce phénomène s'est traduit par des bouchons d'une rare intensité sur la corniche ou dans le quartier Abdine, qui sont les deux seuls espaces possibles de contournement de la place Tahrîr pour traverser le Nil d'une rive à l'autre. Si Tahrîr ne revêt plus aujourd'hui la même centralité que par le passé, notamment en raison du déplacement continu des institutions culturelles et des activités économiques en périphérie, elle demeure un carrefour majeur des axes de circulation de la capitale (CEDEJ, 2012b). En empêcher l'accès provoque donc le blocage total des quartiers centraux adjacents, incapables d'absorber l'ensemble des flux urbains.

Ensuite, cette stratégie de fermeture de l'espace est tout à fait contradictoire avec la fonction de lieu ouvert, de circulations et d'échanges endossée par Tahrîr pendant la révolution. En quelques mois, l'armée est ainsi parvenue à en briser le premier symbole. L'image romantique de la place véhiculée par le Printemps arabe a également été ternie par des « voyous » (*baltaggy*) et autres trafiquants de drogue, qui ont profité de la répression menée par l'armée sur les manifestants pour s'y installer, avant d'en être chassés par le gouvernement au cours de l'été 2012.

Dans un second temps, la période postrévolutionnaire est synonyme d'inertie décisionnaire en matière d'aménagement urbain, de blocage, non plus physique ici, mais institutionnel, de la ville. Alors que l'amélioration des conditions de vie dans l'espace urbain – notamment pour les 65% de la population du Grand Caire qui vit dans les *'ashwa'iyyat* (CEDEJ, 2012a) –, figurait parmi les revendications des manifestants de 2011, l'urbanisation est restée un sujet de préoccupation subalterne lors des campagnes législative et présidentielle. Aucun discours de politique urbaine générale n'a réellement émergé à ces occasions. Le nouveau président Morsi avait quant à lui multiplié les promesses électorales avant son accession au pouvoir : réduction du trafic, construction d'un million de logements sociaux et organisation d'élections municipales. Cette échéance électorale n'a pas eu lieu et a été repoussée à une date inconnue. Le financement de nouveaux logements sociaux semble poser quelques problèmes au nouveau gouvernement, comme l'a reconnu le ministre de l'Habitat en septembre 2012 lors d'un entretien accordé à la presse. Enfin, personne au Caire, ni les usagers, ni le personnel des transports en commun – en grève depuis septembre 2012 pour obtenir une réévaluation des salaires –, n'a constaté d'amélioration dans les conditions de circulation. Pis, à plusieurs reprises en 2012, les stations-service du pays se sont trouvées hors d'usage, car la rumeur d'une flambée des prix à la pompe, provoquée par les menaces qui planent sur le maintien du coûteux système de subvention des produits de base, avait créé une situation de panique et de pénurie. Enfin, les accidents de la route ont fait 15 000 morts depuis 2011 (Elshahed, 2012), plus que le nombre de décès dus aux divers affrontements survenus depuis la révolution.

Au-delà de l'inertie gouvernementale en matière de politique urbaine, la plupart des acteurs, publics et privés, impliqués dans l'aménagement du territoire, subissent manifestement de plein fouet la transition. Si le staff du *General Office for Physical Planning*, agence gouvernementale chargée de la planification, n'a pas changé entre la présidence Moubarak et celle de Morsi, ses projets semblent suspendus. La rénovation urbaine promue par le « Grand Caire 2050 », le schéma directeur envisagé par Gamal Moubarak (le fils du président déchu) pour accroître la compétitivité de la capitale à l'échelle mondiale, et décrié par de nombreux membres du nouveau gouvernement, n'a produit à ce jour aucun effet visible sur le terrain. Ce *Master Plan* a d'ailleurs récemment été partiellement remplacé par un nouveau document de planification nommé « Égypte 2052 », censé rééquilibrer le territoire au profit des villes secondaires délaissées par l'ancien régime, si l'on en croit les Frères Musulmans actuellement au pouvoir. Les acteurs privés semblent eux aussi connaître quelques difficultés, à en juger par le retrait de la scène égyptienne de certains investisseurs étrangers, notamment ceux du Golfe, touchés par la crise économique. De même, les grands groupes immobiliers égyptiens (Sodic, Ehaf, Bahgat group, etc.) accusent-ils des retards importants dans la réalisation des projets urbains, à l'instar des nouveaux quartiers Westown

et Eastown, respectivement situés dans les villes nouvelles de Six of October et New Cairo **(Photo 3)**.

Dans ce contexte politique transitoire qui paraît exacerber tous les maux de la ville et accabler ses principaux acteurs, existe-t-il des perspectives de déblocage de l'urbanisme ? Celles-ci pourraient bien provenir de la « société civile », dont la liberté d'action et de parole s'est accrue depuis la révolution et dont les centres d'intérêt convergent de plus en plus vers l'aménagement urbain.

Premièrement, de nouvelles expérimentations urbanistiques voient le jour (projets d'éco-quartiers, programme de réhabilitation du patrimoine architectural « moderne », invention d'un label de haute qualité environnementale, promotion de l'auto-partage et du cyclisme, etc.) et révèlent l'inclination d'un certain nombre d'acteurs pour le développement durable (Barthel, Monqid, 2011).

Deuxièmement, il n'y a jamais eu, au Caire, autant de lieux de débat, de *think tanks*, d'expositions, de sites internet et de bureaux d'étude consacrés à l'urbanisme, donnant à voir la réinvention/réappropriation de l'espace public par des citadins trop longtemps victimes d'un urbanisme hyper autoritaire **(Photo 4)**. Mentionnons par exemple l'apparition récente des sites www.cairobserver.com et www.cairofrombelow.org qui donnent la parole aux Cairotes, critiquent les projets gouvernementaux et invitent à repenser les pratiques urbanistiques. De même, le bureau d'études Takween, qui rassemble un certain nombre d'experts disposés à conseiller et à accompagner les opérateurs urbains dans leurs réalisations, cherche aujourd'hui à faire inscrire les notions de droit à la ville et de droit au logement dans la nouvelle constitution égyptienne.

Troisièmement, les habitants du Caire ne se sont jamais autant mobilisés pour pallier les déficiences de l'action publique, notamment dans les quartiers non réglementaires, d'où les agents de l'État ont presque totalement disparu après la révolution, provoquant un boom de la construction. Des comités populaires se sont constitués, d'abord pour assurer la sécurité des citoyens, et ensuite, après s'être fédérés en février 2011, pour obtenir le droit d'occuper des terrains bâtis illégalement ainsi que certains équipements collectifs, non sans succès comme par exemple dans les quartiers Ard al-Liwa et Ezbet Kheirallah. Les écoles d'architecture et d'urbanisme ne sont pas en reste. Les étudiants des universités du Caire et d'Aïn Shams sont mis à contribution par leurs enseignants, dans le cadre de leur formation, pour concevoir un nouvel ordre urbain en Égypte, basé notamment sur la participation citoyenne.

Ces diverses initiatives pourraient potentiellement poser les jalons d'une redéfinition de l'urbanisme au Caire, à condition que le gouvernement les prenne en compte et que les bailleurs de fonds internationaux (Banque Mondiale, AFD, BEI, GIZ, etc.) ne diminuent pas leurs aides, comme ils ont déjà menacé de le faire à plusieurs reprises depuis la révolution. L'enjeu majeur réside, pour le nouveau pouvoir en place, dans l'adoption d'une vision novatrice pour Le Caire qui prenne en compte les attentes de la population, après plusieurs décennies de laisser-faire et d'urbanisme autoritariste qui ont renforcé les sentiments d'insécurité foncière et d'injustice sociale dans la mégalopole la plus peuplée d'Afrique (Sims, 2010).

- Barthe B., 2011, « La bataille de la rue Mohamed Mahmoud », *Le Monde.fr*, http://egypte.blog.lemonde.fr/2011/11/22/la-bataille-de-la-rue-mohamed-mahmoud/
- Barthel P.-A., Monqid S., 2011, *Le Caire, réinventer la ville*. Paris : Autrement.
- CEDEJ, 2012a, « ʻAshwaʻiyyat », *Glossaire de la révolution*, http://www.cedej-eg.org/spip.php?article641
- CEDEJ, 2012b, « Maydan al-Tahrîr », *Glossaire de la révolution*, http://www.cedej-eg.org/spip.php?article632
- Elshahed M. 2012, « Road Rage », *The Cairo Review of Global Affairs*, n°6, Summer 2012, p. 30-31.
- Sims D., 2010, *Understanding Cairo, The Logic of a City without of Control*, Cairo/New York: The American University in Cairo Press.

Photos 1 & 2 : Murs fermant l'accès à la place Tahrîr. Clichés R. Stadnicki, 2012

Photo 3 : Panneau publicitaire non affiché présentant les projets urbains Westown, non livré, et Eastown, non démarré, en périphérie du Grand Caire. Cliché : R. Stadnicki, 2012

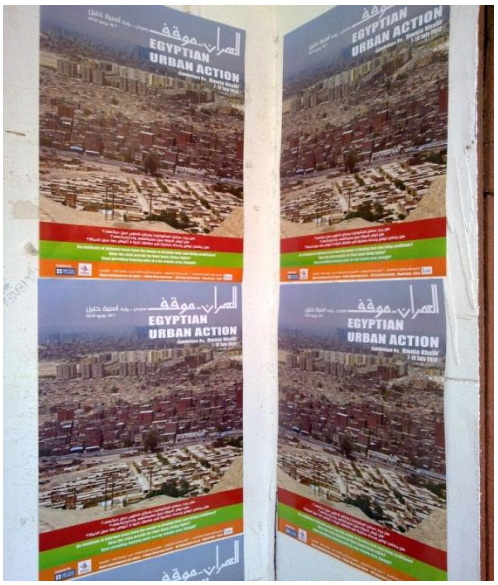

Photo 4 : Affiches pour l'exposition de l'architecte Omnia Khalil (juillet 2012), dénonçant l'inaction de l'État dans les quartiers populaires du Caire. Cliché : R. Stadnicki, 2012